

N° 135

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 1996-1997

Annexe au procès-verbal de la séance du 11 décembre 1996.

RAPPORT

FAIT

au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (1) sur le projet de loi, MODIFIÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte et relatif au statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,

Par M. François BLAIZOT,

Sénateur.

(1) Cette commission est composée de : MM. Jacques Larché, président ; René-Georges Laurin, Germain Authié, Pierre Fauchon, François Giacobbi, Charles Jolibois, Robert Pagès, vice-présidents ; Michel Rufin, Jacques Mahéas, Jean-Jacques Hyst, Paul Masson, secrétaires ; Guy Allouche, Jean-Paul Amoudry, Robert Badinter, José Balarello, François Blaizot, André Bohl, Christian Bonnet, Mme Nicole Borvo, MM. Philippe de Bourgoing, Charles Ceccaldi-Raynaud, Raymond Courrière, Jean-Patrick Courtois, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Christian Demuynck, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Daniel Hoeffel, Lucien Lanier, Guy Lèguevaques, Daniel Millaud, Georges Othily, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Piras, Claude Pradille, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Jean-Pierre Schosteck, Alex Türk, Maurice Ulrich.

Voir les numéros :

Sénat : Première lecture : 56, 77 et T.A. 31 (1996-1997).

Deuxième lecture : 122 (1996-1997).

Assemblée nationale (10ème législ.) : Première lecture : 3155, 3167 et T.A. 607.

Départements et territoires d'outre-mer.

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
LES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION DES LOIS	3
EXPOSÉ GÉNÉRAL	5
TABLEAU COMPARATIF	7
ANNEXE : Compte rendu de la réunion de la commission des Lois	23

LES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION DES LOIS

Réunie le mercredi 11 décembre sous la présidence de M. Jacques Larché, président, la commission des Lois a examiné en deuxième lecture sur le rapport de M. François Blaizot le projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte et relatif au statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Barthélémy et de Saint-Martin.

Après que le rapporteur se fut félicité de l'adoption conforme par l'Assemblée nationale de l'ensemble des précisions apportées par le Sénat en première lecture au statut des fonctionnaires de Mayotte, il s'est prononcé pour l'adoption des articles additionnels 11 et 12 relatifs au statut administratif, douanier et fiscal des îles de Saint-Barthélémy et Saint-Martin (Guadeloupe), insérés par l'Assemblée nationale à l'initiative de M. Pierre Mazeaud.

Il a estimé que, sous réserve de revenir au texte initial proposé par M. Pierre Mazeaud, ceux-ci constituaient une réponse équilibrée et cohérente aux difficultés créées par les incertitudes constatées dans l'interprétation des textes applicables à ces deux communes.

La commission des Lois, sans préjuger de sa décision au fond, a estimé qu'elle n'était pas en mesure de statuer sur ces dispositions additionnelles et a exprimé le souhait de connaître l'avis de la Commission des Finances sur leurs aspects fiscaux et douaniers. Elle a adopté trois amendements tendant à disjoindre les articles 11 et 12 ainsi qu'à modifier en conséquence l'intitulé du projet de loi.

Sous réserve de ces observations, la commission des Lois a adopté l'ensemble du projet de loi.

Mesdames, Messieurs,

Le Sénat est appelé à examiner en deuxième lecture le projet de loi de ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 portant statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte et relatif au statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Barthélémy et Saint-Martin.

En effet, après que le Sénat eut adopté en première lecture neuf amendements tendant à préciser le statut des fonctionnaires de Mayotte, dont les grands traits respectent les principes habituels et remettent en ordre à juste titre la situation des agents publics de cette collectivité territoriale à statut particulier, l'Assemblée nationale a adopté quatre amendements et deux sous-amendements.

Aucun ne concerne les améliorations apportées par le Sénat en première lecture, toutes adoptées conformes par l'Assemblée nationale (articles 2 à 10 du projet de loi).

Deux modifications sont purement rédactionnelles:

- à l'article premier, il s'agit d'une reformulation bénigne de la ratification de l'ordonnance ;
- sur l'intitulé, l'adjonction tire les conséquences de l'insertion de deux articles additionnels relatifs au statut de Saint-Barthélémy et Saint-Martin.

Car la principale modification apportée à ce projet de loi relatif à la fonction publique de Mayotte est en effet l'insertion in fine de deux articles 11 et 12 résultant de l'adoption de deux amendements rectifiés puis sous-amendés.

Ces amendements, présentés à titre individuel par M. Pierre Mazeaud, par ailleurs rapporteur du projet de loi au nom de la commission des Lois, et M. Philippe Chaulet ont pour objet, selon leurs auteurs, de « *préciser le statut administratif, douanier et fiscal* » des communes de Saint-Barthélemy et Saint-Martin (Guadeloupe).

La présentation et le contenu des deux articles additionnels, consacrés respectivement à chacune des communes, sont similaires, sous réserve des différences liées à l'histoire et à la situation actuelle des deux îles: île peu peuplée cédée à la France par la Suède par le traité de 1877 pour Saint-Barthélemy ; île partagée encore aujourd'hui avec les Pays-Bas pour Saint-Martin qui connaît des difficultés liées notamment à l'immigration clandestine et au trafic des stupéfiants.

Ces nouveaux articles 11 et 12 ont été votés par l'Assemblée nationale avec l'avis favorable du Gouvernement, sous réserve de l'adoption de deux sous-amendements présentés par M. Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué chargé de l'outre-mer, afin de ne « *pas soustraire à l'impôt sur la fortune les résidents à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy* ».

S'agissant d'un dispositif élaboré pour consolider des situations complexes résultant des spécificités historiques et géographiques de ces deux communes d'un département d'outre-mer -spécificités qui ne peuvent être rapprochées de celles de Mayotte et méritent un examen approfondi- , la commission des Lois a constaté qu'elle n'était pas en mesure de statuer sur ce sujet dans le cadre du présent projet de loi et a exprimé le souhait de connaître l'avis de la Commission des Finances sur les aspects fiscaux et douaniers des dispositions en cause.

Sans préjudice de la décision qu'elle pourrait prendre sur le fond, une fois qu'elle s'estimerait pleinement informée de la situation réelle de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, la commission a adopté trois amendements tendant à disjoindre les articles 11 et 12 et à modifier en conséquence l'intitulé du texte.

*

* * *

Sous le bénéfice de ces observations et sous réserve de l'adoption de ces amendements, la commission des Lois vous propose d'adopter le présent projet de loi.

TABLEAU COMPARATIF

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Propositions de la Commission
	<p data-bbox="449 700 578 728">Projet de loi</p> <p data-bbox="357 765 678 1088">portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte.</p> <p data-bbox="435 1282 606 1310">Article premier.</p> <p data-bbox="357 1347 685 1864">Sous réserve des dispositions de la présente loi, est ratifiée l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 portant statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte.</p>	<p data-bbox="785 700 913 728">Projet de loi</p> <p data-bbox="699 765 1021 1218">portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte <i>et relatif au statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.</i></p> <p data-bbox="771 1282 942 1310">Article premier.</p> <p data-bbox="699 1347 1021 1476">Est ratifiée, telle que modifiée par les dispositions de la présente loi, l'ordonnance ...</p> <p data-bbox="885 1821 1006 1849">... Mayotte.</p>	<p data-bbox="1128 700 1256 728">Projet de loi</p> <p data-bbox="1042 765 1363 1088">portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte.</p> <p data-bbox="1113 1282 1285 1310">Article premier.</p> <p data-bbox="1099 1347 1299 1375">Sans modification.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Propositions de la Commission
Loi du 2 mars 1878 portant approbation du traité pour la rétrocession à la France de l'île de Saint-Barthélémy		Art. 11 (nouveau)	Art. 11 (nouveau)
<i>Art. 3 - L'île de Saint-Barthélémy sera considérée, au point de vue politique, administratif et judiciaire, comme une dépendance de la Guadeloupe. En conséquence, toutes les lois, tous les règlements et arrêtés publiés ou promulgués à la Guadeloupe auront force et vigueur à Saint-Barthélémy à partir du jour de l'installation de l'autorité française dans cette île.</i>		<i>1. — L'article 3 de la loi du 2 mars 1878 portant approbation du traité pour la rétrocession à la France de l'île de Saint-Barthélémy, conclu le 10 août 1877 entre la France et la Suède est complété par trois alinéas ainsi rédigés :</i>	Supprimé
Code des douanes		<i>« L'île de Saint-Barthélémy constitue, du point de vue douanier, une zone franche au sens de l'article 286 du code des douanes. En conséquence et hormis le droit de quai institué par l'article 10 de la loi de finances rectificative pour 1974 (n° 74-1114 du 24 décembre 1974), les opérations d'importation ou d'exportation ne peuvent y donner lieu à la perception d'aucun droit de douane ou droit assimilé, octroi de mer ou taxe visée au titre X dudit code ; cette disposition ne fait pas obstacle à l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs pour la recherche, la constatation et la poursuite des infractions à la législation et à la réglementation sur les produits et les marchandises dont</i>	
<i>Art. 286. — On entend par zone franche toute enclave territoriale instituée en vue de faire considérer les marchandises qui s'y trouvent comme n'étant pas sur le territoire douanier pour l'application des droits de douane et des taxes dont elles sont passibles à raison de l'importation, ainsi que des restrictions quantitatives.</i>			
Loi de finances rectificative pour 1974 (n° 74-1114 du 27 décembre 1974)			
<i>Art. 10. — Le droit de quai institué dans l'île de Saint-Barthélémy par arrêté du maire du 24 mai 1879, ap-</i>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Propositions de la Commission
<p>prouvé par arrêté du gouverneur de la Guadeloupe en conseil privé du 3 juin 1879, sera désormais perçu au taux de 5 p. 100 ad valorem sur toutes les marchandises importées par voie maritime ou aérienne sur le territoire de la commune de Saint-Barthélemy.</p>		<p><i>l'importation, l'exportation, le commerce ou la détention sont prohibés. De même, les taxes sur le chiffre d'affaires et taxes assimilées, ainsi que les contributions indirectes, monopoles fiscaux et taxes diverses institués par les titres II et III de la première partie du livre premier du code général des impôts ne sont pas applicables à Saint-Barthélemy, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations visées au 7° de l'article 257 dudit code, sans qu'il soit porté atteinte à l'éligibilité de la commune aux versements du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.</i></p>	
<p>Ce taux pourra être modifié par décret à la demande du conseil municipal de Saint-Barthélemy.</p>			
<p>Code général des impôts</p>			
<p>Art. 257 -</p>			
<p>Sont également soumis à la taxe sur la valeur ajoutée :</p>			
<p>..... 7° Les opérations concourant à la production ou à la livraison d'immeubles.</p>			
<p>Ces opérations sont imposables même lorsqu'elles revêtent un caractère civil.</p>			
<p>I. Sont notamment visés :</p>			
<p>a) Les ventes et les apports en société de terrains à bâtir, des biens assimilés à ces terrains par l'article 691 ainsi que les indemnités de toute nature perçues par les personnes qui exercent sur ces immeubles un droit de propriété ou de jouissance, ou qui les occupent en droit ou en fait ;</p>			
<p>Sont notamment visés par le premier alinéa les ter-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Propositions de la Commission
<p>rains pour lesquels, dans un délai de quatre ans à compter de la date de l'acte qui constate l'opération, l'acquéreur ou le bénéficiaire de l'apport obtient le permis de construire ou commence les travaux nécessaires pour édifier un immeuble ou un groupe d'immeubles ou pour construire de nouveaux locaux en surélévation.</p>			
<p>b) Les ventes d'immeubles et les cessions, sous forme de vente ou d'apport en société, de parts d'intérêt ou d'actions dont la possession assure en droit ou en fait l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble ou d'une fraction d'immeuble ;</p>			
<p>c) Les livraisons à soi-même d'immeubles.</p>			
<p>Toutefois la livraison à soi-même d'immeubles affectés ou destinés à être affectés à l'habitation pour les trois quarts au moins de leur superficie totale et d'immeubles qui ne sont pas destinés à être utilisés pour la réalisation d'opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée n'est imposée que lorsqu'il s'agit d'immeubles construits par des sociétés dont les parts ou actions assurent en droit ou en fait l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble ou d'une fraction d'immeuble.</p>			
<p>2. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables :</p>			
<p>Aux opérations portant sur des immeubles ou parties d'immeubles qui sont</p>			

Texte en vigueur

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Propositions
de la Commission**

achevés depuis plus de cinq ans ou qui, dans les cinq ans de cet achèvement, ont déjà fait l'objet d'une cession à titre onéreux à une personne n'intervenant pas en qualité de marchand de biens ;

Aux opérations portant sur des droits sociaux qui sont afférents à des immeubles ou parties d'immeubles achevés depuis plus de cinq ans ou qui, dans les cinq ans de l'achèvement de ces immeubles ou parties d'immeubles, ont déjà fait l'objet d'une cession à titre onéreux à une personne n'intervenant pas en qualité de marchand de biens ;

2 bis. Le transfert de propriété à titre onéreux d'un immeuble bâti d'une commune à une communauté de communes, en application du premier alinéa de l'article L. 5214-18 du code général des collectivités territoriales, n'est pas pris en compte pour l'application du 2.

3. Les acquisitions de terrains attenants à ceux qui ont été acquis précédemment en vue de la construction de maisons individuelles par des personnes physiques pour leur propre usage et à titre d'habitation principale peuvent, à la demande de l'acquéreur, mentionnée dans l'acte, être soumises à la taxe sur la valeur ajoutée.

Toutefois, cette disposition :

a) N'est applicable qu'à la fraction du terrain at-

Texte en vigueur

tenant qui, compte tenu de la superficie du terrain antérieurement acquis, n'excède pas 2 500 mètres carrés par maison ou la superficie minimale exigée par la législation sur le permis de construire lorsqu'elle est supérieure ;

b) Est subordonnée à la condition que l'acquisition nouvelle soit effectuée moins de deux ans après l'achèvement de la construction.

.....

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

Propositions de la Commission

« De même, les impôts directs et taxes assimilées perçus au profit de l'Etat, à l'exception de la taxe d'apprentissage, des cotisations au titre des participations des employeurs à l'effort de construction et au développement de la formation professionnelle continue et de la contribution des institutions financières ainsi que de l'impôt de solidarité sur la fortune, et les impositions au profit des collectivités locales et de divers organismes, à l'exception de l'impôt sur les spectacles et des droits d'enregistrement, ne sont pas dus lorsqu'ils trouvent leur origine dans des opérations ou activités accomplies ou exercées ou dans des revenus, bénéfiques ou biens obtenus ou possédés à Saint-Barthélemy par des personnes qui y exercent une activité effective ou qui, n'exerçant aucune activité, justifient y résider de façon permanente et effective ; lorsque les intéressés exercent une activité industrielle, commerciale, libérale, arti-

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture

Propositions
de la Commission

sanale, agricole, bancaire, financière ou d'assurance, ils doivent justifier disposer à Saint-Barthélemy de moyens d'exploitation leur permettant de le faire d'une manière autonome.

« Les droits de timbre et les droits d'enregistrement, à l'exception de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et, d'une manière générale, tous les autres impôts et taxes sont perçus à Saint-Barthélemy dans les conditions de droit commun applicables en Guadeloupe.

II. — La loi du 2 mars 1878 précitée est complétée par deux articles 4 et 5 ainsi rédigés :

« Art. 4. — Par conventions passées avec l'Etat, la région de la Guadeloupe ou le département de la Guadeloupe, la commune de Saint-Barthélemy peut exercer des compétences relevant de l'Etat, de la région ou du département dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'environnement, de l'exploitation des ressources de la mer, de la santé, des transports, du tourisme et de l'urbanisme. Ces conventions, conclues pour une durée ne pouvant pas excéder dix ans et renouvelables, déterminent les conditions ad-

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture

Propositions
de la Commission

ministratives et financières de l'exercice de ces compétences pour la commune de Saint-Barthélémy.

« Dans ce cadre, celle-ci peut édicter des réglementations dérogeant à celles de l'Etat, de la région ou du département, sous réserve d'approbation par le ministre chargé des départements d'outre-mer lorsqu'il s'agit de compétences de l'Etat ou par le président du conseil régional ou du conseil général lorsqu'il s'agit de compétences régionales ou départementales. L'absence de réponse dans les deux mois de la saisine vaut approbation.

« Art. 5. — La commune de Saint-Barthélémy a la faculté d'instituer une ou plusieurs des impositions suivantes :

« — une taxe sur les consommations de carburants, dont le taux est fixé dans la limite de 1,5 F. par litre de carburant consommé ;

« — une taxe sur les hébergements touristiques, ainsi qu'une taxe sur les locations de véhicules de tourisme ou sur les locations de bateaux à usage touristique ou de loisir, dont les taux sont fixés dans la limite de 7,5 % du montant des prestations d'hébergement ou de location ;

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture

Propositions
de la Commission

« — une taxe sur les débarquements par voie aérienne ou maritime de passagers non résidents, dont le montant est fixé dans la limite de 100 F. par passager ;

« — une taxe sur les véhicules, dont le montant annuel est fixé dans la limite de 500 F. pour les véhicules de tourisme et de 1.000 F. pour les véhicules utilitaires.

« Le produit de ces taxes est réparti à hauteur de 80 % au profit de la commune de Saint-Barthélémy et de 20 % à celui de l'Etat, dont 5 % au titre des frais d'assiette et de recouvrement. Ces taxes sont établies et recouvrées, les infractions sont recherchées, constatées et poursuivies et les contestations sont instruites et jugées selon les modalités et sous les garanties applicables aux droits de douane et taxes assimilées pour la taxe sur les consommations de carburants, aux taxes sur le chiffre d'affaires pour les taxes sur les hébergements touristiques et sur les locations de véhicules ou de bateaux et aux droits de timbre pour les taxes sur les débarquements de passagers et sur les véhicules. »

Art. 12 (nouveau)

Art. 12 (nouveau)

I. — L'île de Saint-Martin constitue, du point de vue douanier, une zone franche au sens de l'article 286

Supprimé

Code des douanes

Art. 286. —
cf. supra art. 11

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture

Propositions
de la Commission

du code des douanes. En conséquence les opérations d'importation ou d'exportation ne peuvent y donner lieu à perception d'aucun droit de douane ou droit assimilé, octroi de mer ou taxe visée au titre X dudit code ; cette disposition ne fait pas obstacle à l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs pour la recherche, la constatation et la poursuite des infractions à la législation et à la réglementation sur les produits et les marchandises dont l'importation, l'exportation, le commerce ou la détention sont prohibés. De même, les taxes sur le chiffre d'affaires et taxes assimilées, ainsi que les contributions indirectes, monopoles fiscaux et taxes diverses institués par les titres II et III de la première partie du livre premier du code général des impôts ne sont pas applicables à Saint-Martin, sans qu'il soit porté atteinte à l'éligibilité de la commune aux versements du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

De même, les impôts directs et taxes assimilées perçues au profit de l'Etat, à l'exception de la taxe d'apprentissage, des cotisations au titre des participations des employeurs à l'effort de construction et au développement de la formation professionnelle continue et de la contribution des institutions financières ainsi que de l'impôt de solidarité sur la fortune, ne sont pas dus lors-

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture

Propositions
de la Commission

—
qu'ils trouvent leur origine dans des opérations ou activités accomplies ou exercées ou dans des revenus, bénéfices ou biens obtenus ou possédés à Saint-Martin par des personnes qui y exercent une activité effective ou qui, n'exerçant aucune activité, justifient y résider de façon permanente et effective ; lorsque les intéressés exercent une activité industrielle, commerciale, libérale, artisanale, agricole, bancaire, financière ou d'assurance, ils doivent justifier disposer à Saint-Martin de moyens d'exploitation leur permettant de le faire d'une manière autonome.

Les impositions perçues au profit des collectivités locales et de divers organismes, les droits de timbre et d'enregistrement à l'exception de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et, d'une manière générale, tous les autres impôts et taxes sont perçus à Saint-Martin dans les conditions de droit commun applicables en Guadeloupe.

II. — Par conventions passées avec l'Etat, la région de la Guadeloupe ou le département de la Guadeloupe, la commune de Saint-Martin peut exercer des compétences relevant de l'Etat, de la région ou du département dans les domaines de l'aménagement du territoire,

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture

Propositions
de la Commission

de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'environnement, de l'exploitation des ressources de la mer, de la santé, de transports, du tourisme et de l'urbanisme. Ces conventions, conclues pour une durée ne pouvant pas excéder dix ans et renouvelables, déterminent les conditions administratives et financières de l'exercice de ces compétences pour la commune de Saint-Martin.

Dans ce cadre, celle-ci peut édicter des réglementations dérogeant à celles de l'Etat, de la région ou du département, sous réserve d'approbation par le ministre chargé des départements d'outre-mer lorsqu'il s'agit de compétences de l'Etat ou par le président du conseil régional ou du conseil général lorsqu'il s'agit de compétences régionales ou départementales. L'absence de réponse dans les deux mois de la saisine vaut approbation.

III. — La commune de Saint-Martin a la faculté d'instituer une ou plusieurs impositions suivantes :

— une taxe sur les hébergements touristiques, ainsi qu'une taxe sur les locations de véhicules de tourisme et les locations de bateaux à usage touristique ou de loisir, dont les taux sont fixés dans la limite de 7,5 %

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Propositions de la Commission
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1585 I.</i> - Il est institué au profit de la commune de Saint-Martin (Guadeloupe) une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules visée à l'article 1599 quinquies, pour financer l'amélioration de son réseau routier.</p> <p>La taxe additionnelle est due sur les certificats d'immatriculation délivrés</p>		<p>du montant des prestations d'hébergement ou de location ;</p> <p>— une taxe sur les véhicules dont le montant annuel est fixé dans la limite de 500 F pour les véhicules de tourisme et de 1.000 F pour les véhicules utilitaires.</p> <p>Le produit de ces taxes est réparti à hauteur de 80 % au profit de la commune et de 20 % à celui de l'Etat, dont 5 % au titre des frais d'assiette et de recouvrement. Ces taxes sont établies et recouvrées, les infractions sont recherchées, constatées et poursuivies et les contestations sont instruites et jugées selon les modalités et sous les garanties applicables aux taxes sur le chiffre d'affaires pour les taxes sur les hébergements touristiques et sur les locations de tourisme et de bateaux et aux droits de timbre pour la taxe sur les véhicules.</p> <p>L'article 1585-I du code général des impôts, l'article L. 2563-7 du code général des collectivités territoriales et le II de l'article 41 de la loi de finances rectificative pour 1989 (n° 89-936 du 29 décembre 1989) sont abrogés.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Propositions de la Commission
<p>aux résidents de la commune de Saint-Martin. Son taux est fixé chaque année par délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Martin dans les conditions prévues aux articles 1599 sexdecies à 1599 novodecies. Le taux de la taxe additionnelle ne peut pas excéder celui de la taxe principale.</p>			
<p>La taxe additionnelle est assise et recouvrée comme un droit de timbre.</p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Art. L. 2563-7</i> – Dans la commune de Saint-Martin (Guadeloupe), le tarif de la taxe de séjour visée à l'article L. 2333-26 est fixé à 5 p. 100 du prix perçu au titre de chaque nuitée de séjour quelles que soient la nature et la catégorie d'hébergement.</p>			
<p>Loi de finances rectificative pour 1989 (n° 89-936 du 29 décembre 1989)</p>			
<p><i>Art. 41</i> –</p>			
<p>.....</p>			
<p>II. - Il est institué au profit de la commune de Saint-Martin (Guadeloupe) une taxe annuelle sur les locations de véhicules pour financer l'amélioration de son réseau routier.</p>			
<p>La taxe est due sur le</p>			

Texte en vigueur

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Propositions
de la Commission**

prix hors assurances perçu au titre des locations de véhicules terrestres automobiles circulant dans la commune. Son taux est fixé à 5 p. 100.

Le loueur, ou l'intermédiaire qui encaisse pour le compte de celui-ci le prix des locations, perçoivent la taxe et en reversent sous leur responsabilité le montant dû au titre de chaque trimestre au receveur municipal avant le 25 des mois d'avril, août, octobre et janvier.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de la taxe.

Le contrôle, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à cette taxe sont régis par les règles applicables à la taxe de séjour.

ANNEXE

Compte rendu de la réunion de la commission des Lois

La commission a procédé mercredi 11 décembre 1996, sur le rapport de M. François Blaizot, à l'examen, en deuxième lecture, du projet de loi n° 122 (1996-1997) portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte et relatif au statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.

M. François Blaizot, rapporteur, a indiqué que l'Assemblée nationale, après les articles 2 à 10 adoptés conformes, avait ajouté deux articles additionnels 11 et 12 à l'initiative de M. Pierre Mazeaud, pour préciser le statut administratif, douanier et fiscal des communes de Saint-Barthélemy et Saint-Martin (Guadeloupe).

Bien que ces articles n'aient pas de lien direct avec le projet de loi, le rapporteur a estimé souhaitable de les examiner car ils devraient permettre de clarifier la situation de ces deux îles en confirmant leur régime fiscal de fait; en les autorisant à exercer dans certains domaines, limitativement énumérés, des compétences du département, de la région et de l'Etat au travers de conventions leur permettant, le cas échéant, d'établir des réglemations dérogatoires; et, enfin, en leur donnant la possibilité de créer des redevances propres dont 20 % du produit serait reversé à l'Etat.

S'agissant de régler des difficultés anciennes, **M. François Blaizot, rapporteur**, s'est prononcé pour le dispositif initialement prévu par M. Pierre Mazeaud, qui prévoyait l'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune. Il a donc proposé à la commission d'adopter deux amendements revenant à cette exonération, considérant que la cohérence de l'ensemble du dispositif exigeait de traiter l'impôt de solidarité sur la fortune comme les autres impôts directs. Il a estimé que cet ensemble pouvait permettre d'améliorer le bilan des transferts actuels à l'égard de ces deux communes.

M. Jacques Larché, président, a précisé que ces dispositions se présentaient comme une alternative à la transformation de ces communes en collectivités territoriales à statut particulier.

Répondant aux questions de **MM. Daniel Hoeffel et Raymond Courrière**, **M. François Blaizot, rapporteur**, a confirmé la difficulté de mesurer le rendement du dispositif fiscal actuel et l'intérêt d'y substituer une fiscalité largement décidée localement avec reversement partiel à l'Etat. Il a également confirmé les

difficultés particulières existant dans l'île de Saint-Martin compte tenu de son partage entre la France et les Pays-Bas.

M. Jean-Jacques Hiest a estimé qu'un débat sur ces questions, qui engagerait l'avenir de ces îles, trouverait une meilleure place dans le cadre de l'examen d'une proposition de loi spécifique.

M. Germain Authié, faisant état d'un déplacement effectué à Saint-Barthélémy au nom de la commission en 1984, a partagé cette analyse en se préoccupant de la vérification de la condition de résidence.

M. Georges Othily s'interrogeant sur l'étendue de possibles transferts de compétences au bénéfice de ces communes, a estimé que seule une loi spécifique pouvait en faire des collectivités territoriales à statut particulier.

En réponse à une question de **M. Patrice Gélard** sur les raisons pour lesquelles ce problème n'avait pas été réglé par la voie d'un projet de loi, **M. Jacques Larché, président**, a estimé peu opportun de brider l'initiative parlementaire.

M. Robert Badinter, après avoir partagé l'avis de **MM. Jean-Jacques Hiest** et **Georges Othily**, s'est préoccupé de la situation particulière de Saint-Martin en raison des difficultés de contrôle entre la partie hollandaise et la partie française de l'île et au regard des conventions fiscales dont l'application pourrait favoriser indirectement des opérations de blanchiment.

En réponse à **M. Jacques Larché, président**, **M. François Blaizot, rapporteur**, a précisé que seuls les biens situés et les activités exercées à Saint-Barthélémy et Saint-Martin seraient susceptibles d'ouvrir aux résidents dans ces deux îles le bénéfice des dispositions fiscales prévues aux articles 11 et 12.

M. René-Georges Laurin a estimé souhaitable de recueillir l'avis de la commission des finances.

Après que **M. François Blaizot, rapporteur**, et **M. Jacques Larché, président**, eurent indiqué que le dispositif pouvait permettre de remédier au désordre fiscal constaté à l'heure actuelle, la commission, sans préjuger du fond de la question, a constaté qu'elle n'était pas en mesure de statuer dans le cadre du présent projet de loi sur les articles 11 et 12 et a exprimé le souhait que la commission des finances accepte d'émettre un avis sur les aspects douaniers et fiscaux des articles 11 et 12 du projet de loi.

Elle a adopté trois amendements tendant à disjoindre les articles 11 et 12 et à en tirer les conséquences sur l'intitulé du projet de loi.

La commission a approuvé l'ensemble du projet de loi ainsi modifié.